

No 46

SENAT DE BELGIQUE

Session Extraordinaire de 1946

REUNION DU 6 JUIN 1946

Rapport de la Commission de la Justice chargée d'examiner le projet de loi contenant le budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1946.
(Voir le n° 5-V (session extraordinaire 1946) du Sénat.)

Présents : MM. ROLIN, Président; ANCOT, D'HONDT, GUINOTTE, DE CLERCQ, KLUYSKENS, LOHEST, MACHTENS, MAZEREEL, ORBAN, PHOLIEN, RONSE, SIRONVAL, STRUYE, VAN ROOSBROECK, VERBAET, VERMEYLEN et FONTEYNE, Rapporteur.

MESDAMES, MESSIEURS,

Le budget qui vous est soumis comporte un total de 1.242.052.956 francs contre 1.653.742.151 francs en 1945, soit une augmentation de 188.310.795 francs.

L'augmentation provient principalement de l'accroissement des dépenses résultant de la guerre (juridictions militaires et camps d'internement).

Les dépenses prévues pour la nourriture et l'entretien des détenus et internés dans les prisons et les camps d'internement s'élevaient, en 1945, à 300 millions. Elles atteignent, en 1946, 360 millions, soit une augmentation de 60 millions. Le montant prévu pour 1946 a été calculé sur la base de 45.000 détenus et internés.

Au 15 octobre 1945, le nombre des détenus et internés s'élevait à 53.261; au 31 décembre 1945, à 45.288. Au 15 janvier 1946, il n'était plus que de 44.372. Il n'atteignait plus, au 31 mai 1946, que 38.981, parmi lesquels 32.865 inciviques (30.156 hommes, 2.709 femmes) et 6.116 détenus de droit commun (5.348 hommes et 768 femmes).

Il convient d'observer qu'alors qu'au 15 novembre 1945 le nombre d'internés s'élevait encore à 11.136, ce nombre a décru rapidement. Au 31 décembre 1945, il n'était plus que de 5.686. Il n'était plus, au 30 avril 1946, que de 405, au 15 mai 1946 que de 250. Aujourd'hui, il ne subsiste que quelques cas isolés dont la liquidation est en cours. Fin juin, il n'y aura plus en Belgique de citoyens belges internés.

C'est là un résultat remarquable, si on pense à l'importance et aux formes multiples de la trahison pendant la guerre, à l'immensité des tâches qui ont incombé aux juridictions militaires, à la juste émotion qui anime l'opinion publique et aux causes de troubles qui résultent de l'existence tant en Belgique qu'à l'étranger de résidus non négligables des anciens mouvements fascistes ou collaborationnistes et de réseaux plus ou moins organisés de soutien de ces mouvements.

Il est remarquable qu'un an après que la guerre a pris fin, les garanties constitutionnelles de la liberté individuelle aient pu être, dans l'ensemble, rétablies en Belgique.

Ce résultat fait honneur à la sagesse de la population du pays et au régime démocratique qu'elle soutient.

On sait que, pendant l'année 1945, la surpopulation des établissements pénitentiaires et d'internement a créé dans de nombreux cas, pour les détenus et les internés, des conditions de logement, d'hygiène et d'alimentation insuffisantes.

Ces conditions regrettables ne peuvent cependant être imputées à faute à personne, étant donné l'importance du problème que l'administration pénitentiaire a eu à résoudre sans avoir pu s'y préparer.

Il ne semble pas que les conditions matérielles de la détention puissent, à l'heure actuelle, justifier des critiques sérieuses.

Et il faut se réjouir de ce que l'allègement, en raison de la diminution de la population des établissements pénitentiaires, de la charge qui incombe à l'administration de ces établissements va permettre à celle-ci de résoudre largement le problème de la rééducation des détenus.

Il s'agit là d'un problème de première grandeur.

Il n'a pas manqué de préoccuper l'administration. Depuis des mois, un « bureau d'étude » en poursuit l'examen.

Déjà l'administration est entrée dans la voie des réalisations.

Elle procède, depuis quelque temps déjà, au classement des détenus et à des relevés statistiques.

Pour ce qui concerne ces derniers, il est sans doute utile que le Sénat soit éclairé sur quelques aspects de la délinquance contre la sûreté de l'Etat.

Il y avait, au 15 avril 1946, dans les établissements pénitentiaires belges 32.991 prévenus et condamnés se répartissant comme suit :

1. Hommes : total général 30.159.

Ports d'armes contre la Belgique et ses Alliés (art. 113 et 117 du Code pénal) : 21.876, soit 72,55 %.

Collaboration économique (art. 115 du Code pénal) : 799 ou 2,65 %.

Dénonciations (art. 121bis du Code pénal) : 2.205 ou 7,31 %.

Collaboration politique (art. 118 bis du Code pénal) : 5.276 ou 17,49 %.

2. Femmes : total général 2.832.

Port d'armes contre la Belgique et ses Alliés : 229 ou 8,9 %.

Collaboration économique : 94 ou 3,32 %.

Dénonciations : 1.521 ou 53,71 %.

Collaboration politique : 988 ou 34,88 %.

En ce qui concerne le classement des détenus, un membre de la Commission a exprimé le vœu que, dans les prisons, la discrimination se fasse entre meneurs et suiveurs et en tenant compte plus de la psychologie du délinquant que de la nature de l'infraction et de la gravité de la peine. La Commission fait sien ce vœu.

Il est clair qu'un des facteurs essentiels de la rééducation des détenus consiste dans leur mise au travail.

Cette mise au travail constitue une juste mesure de réparation : il est juste que les délinquants qui ont contribué à la dégradation du patrimoine national, contribuent aujourd'hui à la restauration de ce patrimoine.

Et cette contribution est une des conditions de leur relèvement. Leur participation consciente et éclairée à l'effort industriel de leurs compatriotes est peut-être la seule mesure capable de recréer chez eux un sens sain de la communauté nationale. En les faisant baigner dans une atmosphère de solidarité nationale, de dévouement aux intérêts collectifs de la population, il pourra être fait beaucoup plus que par des exposés et des démonstrations théoriques.

Au 30 mars 1946, 10.959 détenus étaient employés au travail. Au 30 avril, 13.104, dont 11.995 hommes et 1.109 femmes et dans les conditions ci-après :

A. — Travaux industriels : 6.591 hommes — 663 femmes.

a) Travaux exécutés à l'intérieur de l'enceinte des établissements pénitentiaires :

1) Ateliers organisés et exploités par le département (cordonnerie, couture, entretien du matériel électrique et mécanique, forge, imprimerie, menuiserie, nattes, reliure, saboterie, tissage, vannerie) : 508 détenus (contre 511 au 30 mars);

2) Autres travaux (pour compte d'entrepreneurs privés): 3.297 détenus (contre 2.823 au 30 mars).

b) Travaux exécutés à l'extérieur de l'enceinte des établissements pénitentiaires : 3.449 détenus (contre 2.404 au 30 mars). Abatage d'arbres (20); déblaiement (161); terrassements (717); nettoyage des dunes (390); usines (49 femmes); charbonnages (1916); briques (47); triplex (34); bâtiment (31); reboisement (29).

B. — Travaux domestiques : 4239 hommes — 439 femmes.**C. — Travaux d'entretien aux bâtiments : 838 hommes — 7 femmes.****D. — Travaux agricoles : 527 hommes.**

Certains membres de la Commission ont fait observer que, dans l'état actuel de la législation, le travail ne peut être imposé obligatoirement aux condamnés à la détention.

La Commission pense qu'il ne convient pas que des convictions erronées soient inspirées aux détenus quant à une influence automatique que leur mise au travail aurait dans l'application à leur cas de la loi sur la libération conditionnelle. Elle pense que la qualité du comportement des condamnés dans le travail constituera nécessairement un élément important d'appréciation en la matière.

Un autre pas sur le chemin des réalisations en matière de rééducation a été fait par la création du « Service des condamnés pour infraction à la sûreté de l'Etat », qui coordonnera l'activité de sous-commissions spéciales en voie de constitution au sein des commissions administratives des prisons et dont la compétence s'étend aux mesures de rééducation, à la libération conditionnelle et aux grâces.

Dans le domaine des grâces, il est à remarquer qu'il y avait, à la date du 21 mai, 178 recours en grâce de condamnés à mort encore à l'examen. Ce chiffre est fort élevé. Il est à souhaiter que l'examen des recours en grâce soit hâté et qu'un nombre aussi élevé de condamnés à mort définitifs ne restent pas pendant un temps prolongé dans l'incertitude de leur sort.

La Commission exprime encore le vœu que les décisions définitives de rejet du recours en grâce de condamnés à mort ne soient notifiées à ceux-ci qu'immédiatement avant l'exécution.

Enfin, il serait souhaitable que l'usage s'établisse en Belgique, comme il existe en France, qu'en cas de condamnation capitale, il ne soit pas statué définitivement sur les recours en grâce sans que l'avocat du condamné ait été, s'il le demande, reçu par le Chef de l'Etat ou par son délégué.

Une remarque s'impose aussi en ce qui concerne la libération conditionnelle.

La question a été débattue de savoir s'il convenait de faire bénéficier de la loi sur la libération conditionnelle les condamnés du chef d'infractions à la sûreté extérieure de l'Etat.

La Commission émet l'avis qu'il n'y a aucune raison de ne pas faire application de la loi dans ces cas. Cet avis lui est inspiré non par un sentiment de bienveillance à l'égard des délinquants de cette catégorie, mais par la considération de l'intérêt que présente la loi Lejeune au point de vue de l'amendement des délinquants.

Certains membres de la Commission ont cependant exprimé l'opinion que la mise en application des mesures de rééducation et d'observation des inciviques est trop récente et encore trop imparfaite pour que la constatation de leur amendement puisse se faire dans des conditions de sécurité suffisantes. Il leur semble donc que la libération conditionnelle ne doit en ce moment être appliquée à cette catégorie de condamnés qu'exceptionnellement et avec la plus grande circonspection.

Il semble qu'il faille dans le domaine de la libération conditionnelle se montrer fort large et hâter les formalités administratives, pour tous les petits délinquants dont les défaillances sont en rapport avec les circonstances économiques spéciales dues à la guerre et à la libération.

Dans cet ordre d'idées et quoique le problème ressortisse plus spécialement au Ministre des Finances, la Commission pense devoir signaler comme excessive une décision prise par le Ministre des Finances et tendant au rejet automatique de tous les recours en grâce sur les condamnations intervenues pour certaines infractions commises postérieurement au 13 mars 1945.

Seules des circonstances d'intérêt public exceptionnellement graves pourraient justifier qu'on cesse d'avoir égard, conformément aux principes traditionnels, à l'institution du recours en grâce et à la notion de l'individualisation de la peine dont elle s'inspire et qui forme la base de notre droit pénal.

Un aspect particulièrement pénible du problème pénitentiaire a consisté dans la présence dans quelques prisons et camps d'internement, mêlés aux détenus inciviques, de patriotes qui avaient milité activement dans les rangs de la Résistance et qui étaient l'objet d'informations judiciaires à l'occasion d'actions accomplies par eux au cours d'opérations organisées par la Résistance.

Si ce genre d'abus paraît être devenu rare, il existe cependant encore des cas où il a été procédé, sans raison impérieuse, à l'arrestation de personnes ayant appartenu à des organisations de lutte armée. Il s'est agi, plus particulièrement, de personnes qui, après leur arrestation, et sous la torture, auraient parlé aux interrogatoires de la Gestapo. Si l'arrestation, dans ces cas, s'impose lorsqu'une instruction préalable a établi que l'inculpé s'est transformé en dénonciateur, il semble cependant que le passé de ce genre de prévenus doit élever une présomption en leur faveur et qu'il doit être le moins possible, au seuil des informations engagées, recouru dans ce cas à l'arrestation préventive.

Certains membres ont exprimé le regret que leur inspirent le nombre — élevé d'après eux — d'inciviques évadés des camps et prisons et, d'autre part, la constatation que l'on fait actuellement, dans beaucoup d'affaires qui viennent à l'audience, que des inculpés, gravement compromis, ont, après s'être trouvés sous la main de la justice, été mis en liberté et sont aujourd'hui fugitifs.

L'administration n'a pas manqué de s'inquiéter du sort des familles des détenus.

Bien peu de chose cependant, jusqu'à présent, a pu être accompli dans ce domaine.

Le Service social des prisons, qui a la charge de s'occuper des familles des détenus, se trouve devant une tâche qui dépasse ses forces. Ses effectifs doivent être augmentés.

Des femmes et des enfants de détenus se trouvent dans la misère. Ils sont ainsi amenés à subir des influences auxquelles il vaudrait mieux qu'ils soient soustraits. Certains d'entre eux, qui seraient capables de travailler, ce qui ne peut être que salutaire au point de vue de leur réintégration dans la communauté nationale, sont empêchés de le faire, ne pouvant pas produire les certificats de civisme indispensables. Ils sont ainsi souvent amenés à se

livrer à des activités irrégulières. Ce problème doit, au premier chef, retenir l'attention des pouvoirs publics.

Le problème de la répression de la trahison demeurera encore, au cours de l'année 1946, au centre des préoccupations judiciaires.

Il a été suggéré que l'on modifie à nouveau le texte de l'article 115 du Code pénal. La Commission se déclare opposée à pareille modification. Elle estime qu'il convient de faire confiance aux juridictions de jugement quant à l'application de cet article.

Le tableau respectif des non-lieu et des renvois devant les Conseils de guerre intervenus en matière de collaboration économique depuis juillet 1945, présente les chiffres suivants :

		Non-lieux	Renvois
Juillet	1945	2220	32
août	1945	3610	66
septembre	1945	4450	36
octobre	1945	5418	66
novembre	1945	5408	59
décembre	1945	4732	56
janvier	1946	7057	50
février	1946	7047	46

On ne peut pas dire que ces chiffres révèlent une tendance excessive à la répression ni qu'ils doivent faire croire que la répression ait une ampleur telle qu'elle puisse compromettre le relèvement économique du pays.

Certains membres ont cependant exprimé l'avis que « les critères inscrits dans l'arrêté-loi du 25 mai 1945 (article C.P. 115, § 2, 3^e) ne sont que les modes de preuve les plus courants pour démontrer dans le chef des inculpés la complaisance coupable exigée pour l'application de la loi pénale. Mais ces critères ne devraient en tous cas pas constituer une présomption juris et de jure à charge des intéressés ».

Les adversaires de la répression de la collaboration économique ont fait état d'instructions ou de conseils qui auraient été donnés par M. Pierlot et les membres du Gouvernement de Londres. Des éclaircissements complets devraient être donnés au pays au sujet de ces prétendus conseils ou instructions, sans qu'il semble cependant qu'il puisse exister dans cet ordre d'idées une raison de modifier les bases, telles qu'elles ont été jusqu'à présent conçues, de la répression.

Un membre de la Commission a regretté qu'on confonde dans une même répression les administrateurs de sociétés commerciales et les sociétés mêmes, sans avoir égard à la lésion des intérêts des actionnaires de bonne foi. Il a paru à ce membre de la Commission qu'il ne faudrait pas que la responsabilité des sociétés soit nécessairement considérée comme engagée.

La Commission est d'avis que les articles 123ter et 123 decies du Code pénal devraient être réexaminés.

Envisagée dans son ensemble, la répression en matière de trahison a créé dans le pays l'impression d'une sévérité relative plus grande à l'égard des petits délinquants qu'à l'égard des grands collaborateurs.

La Commission souhaite que M. le Ministre de la Justice donne à ce sujet les explications que l'opinion publique attend.

La Commission estime encore que la répression de l'incivisme dans les cantons d'Eupen et de Malmédy doit tenir compte de la situation historique et politique de ces régions. Elle acte avec satisfaction que le Gouvernement l'a déjà compris, lorsqu'il a récemment, créé des conseils de guerre spécialisés l'un à Eupen, l'autre à Malmédy.

De divers côtés, il a été suggéré de transférer à nouveau la com-

pétence des infractions contre la sûreté extérieure de l'Etat aux juridictions ordinaires. Le travail des juridictions militaires est trop avancé pour qu'il puisse être question, à l'heure actuelle, de pareille réforme : celle-ci aboutirait à embouteiller et à prolonger considérablement le jugement des affaires encore en instance.

Mais satisfaction semble devoir être donnée à certaines plaintes qui se font jour au sujet des difficultés créées parfois devant les juridictions militaires à la défense.

Il arrive encore que le délai de communication des dossiers à la défense est trop court. D'autre part, l'obligation prescrite, devant quelques juridictions militaires, de communication préalable des conclusions, dans certains cas, au Président est contraire à la loi et ne peut pas être imposée.

Enfin, lorsque le contrôle des écrits des détenus ou adressés aux détenus est nécessaire, ce contrôle doit être concilié avec le respect des droits de la défense. Notamment l'examen des documents destinés à la défense ne doit se faire qu'à l'intervention des bâtonniers.

Il est apparu parfois que, parmi les membres militaires de conseils de guerre, siégeaient des militaires dont la présence pouvait être de nature à nuire à l'autorité des décisions de ces conseils. Il serait important que l'on veillât à ce que les listes sur lesquelles sont tirés au sort les membres militaires des conseils de guerre ne comprennent aucun nom de personnes qui ont été l'objet, sur le terrain du civisme, de critiques sérieuses ou qui sont proches parentes de personnes inculpées dans des poursuites, ce, même si le fondement des critiques ou de l'inculpation est douteux.

Il est impossible de traiter du problème de la répression sans faire allusion au malaise qui résulte de la persistance mise par le Gouvernement de l'Espagne à refuser la livraison du criminel Degrelle. Il est à souhaiter que le Gouvernement prenne actuellement des mesures concrètes en vue d'amener cette livraison.

La Commission exprime aussi le vœu que le problème du jugement des crimes de guerre intéressant spécialement la Belgique soit résolu sans autre retard.

La Commission attire l'attention sur la situation malsaine qui existe en matière de loyers, les limitations légales des taux des loyers n'étant observés que dans le cas de prorogation. Des remèdes s'imposent de toute urgence.

Elle appelle l'attention sur l'urgence qu'il y aurait à faire voter le projet de loi du 4 décembre 1925 concernant les délais de paiement et modifiant la loi du 15 août 1854 et à régler entretemps la situation transitoire.

Il existe devant de nombreuses juridictions ordinaires un arriéré considérable. Le retard apporté, par exemple, par le tribunal civil de Bruxelles à juger en matière d'appel de loyer et en matière de divorce fait scandale et est une source de préjudice considérable.

Ce retard s'explique assurément par le fait que de nombreux tribunaux — et c'est le cas du tribunal de Bruxelles — sont amputés d'un nombre important de leurs magistrats. Des mesures devraient être prises pour que l'encombrement signalé prenne fin et que les juridictions ordinaires reprennent bientôt leur visage normal.

Il semble aussi que des dispositions devraient être prises pour que, sur le terrain de l'organisation matérielle de l'activité judiciaire, spécialement de celle des greffes, on s'engage résolument dans la voie d'une modernisation technique poussée.

Des critiques s'élèvent dans le pays au sujet de l'administration de la police des étrangers.

On reproche à celle-ci la lenteur qu'elle met à résoudre les cas qui lui sont soumis.

On affirme d'autre part qu'elle continue à s'inspirer de considérations réactionnaires et qui sembleraient avoir fait leur temps. L'appartenance à des mouvements de résistance, la qualité d'émigré politique des Etats ou anciens Etats fascistes, la qualité d'ancien combattant d'Espagne ne seraient pas encore, au sein de cette administration, reconnues comme une recommandation décisive.

La Commission croit pouvoir exprimer le vœu général que, pour tout ce qui concerne les nominations ou les désignations d'ordre quelconque dépendant des pouvoirs publics, un droit de priorité soit reconnu, à mérite professionnel égal, aux résistants et aux prisonniers politiques et à tous ceux qui ont, par le fait de leur dévouement patriotique, souffert particulièrement de la guerre.

L'examen détaillé du budget de 1946 révèle une fois de plus l'insuffisance des rémunérations et traitements de la magistrature et du personnel et spécialement de ceux du personnel subalterne, ainsi que l'importance excessive des effectifs du personnel temporaire.

Certains membres de la Commission ont exprimé le vœu de voir le Gouvernement s'attacher au problème de la démocratisation de la justice. Ce problème est, d'après eux, complexe et touche notamment au domaine de l'instruction publique, de la formation professionnelle et du recrutement. Il s'agit cependant, dans leur opinion, d'un problème central, dont il est nécessaire de rechercher la solution. Ils croient qu'il convient que la population du pays acquière, plus qu'elle ne l'a, le sentiment que la justice du pays est sa justice, qu'elle est rendue pour elle et en communauté de vues profonde avec elle; ils pensent que, sans que cette appréciation implique à l'égard des membres de notre institution judiciaire une critique, on doit constater que la justice en Belgique n'est pas populaire; qu'elle doit le devenir.

La Commission a décidé, par 10 voix contre 8, de ne pas adopter le projet de budget.

Elle a adopté le présent rapport par 8 voix contre 2 et 8 abstentions.

Le Rapporteur,
J. FONTEYNE.

Le Président,
H. ROLIN.

(Nr 46)

BELGISCHE SENAAAT

Buitengewone Zitting 1946

VERGADERING VAN 6 JUNI 1946

Verslag uit naam der Commissie van Justitie belast met het onderzoek van het wetsontwerp houdende de begrooting van het Ministerie van Justitie voor het dienstjaar 1946.

(Zie Nr 5-V (buitengewone zitting 1946) van de Senaat.)

Aanwezig : de HH. ROLIN, Voorzitter; ANCOT, D'HONDT, GUINOTTE, DE CLERCQ, KLUYSKENS, LOHEST, MACHTENS, MAZEREEL, ORBAN, PHOLIEN, RONSE, SIRONVAL, STRUYE, VAN ROOSBROECK, VERBAET, VERMEYLEN en FONTEYNE, Verslaggever.

MEVROUWEN, MIJNE HEEREN,

De u voorgelegde begrooting bedraagt een totaal van 1.242.052.956 frank tegen 1.653.742.151 frank in 1945, zegge een verhooging met 188.310.795 frank.

De stijging is vooral te wijten aan de vermeerdering der uitgaven voortvloeiende uit den oorlog (militaire rechtbanken en interneringskampen).

De uitgaven voorzien voor de voeding en het onderhoud der gedetineerden en geïnterneerden in de gevangnissen en interneringskampen bedroegen in 1945 300 miljoen frank. Zij bereiken in 1946 360 miljoen frank, zegge een verhooging met 60 miljoen. Het bedrag voorzien voor 1946 werd berekend op de basis van 45.000 gedetineerden en geïnterneerden.

Op 15 October 1945 bedroeg het aantal gedetineerden en geïnterneerden 53.261, op 31 December 1945, 45.288. Op 15 Januari 1946 bedroeg het nog enkel 44.372. Op 31 Mei 1946 bereikte het nog slechts 38.981 eenheden waarvan 32.865 incivieken (30.156 mannen, 2.709 vrouwen) en 6.116 gedetineerden van gemeen recht (5.348 mannen en 768 vrouwen).

Er dient opgemerkt dat terwijl op 15 November 1945 het aantal geïnterneerden nog 11.136 bedroeg, dit aantal spoedig is afgenomen.

Op 31 December 1945 waren er nog enkel 5.686, op 30 April 1946 nog 405, op 15 Mei 1946 nog slechts 250. Thans bestaan er nog slechts enkele afzonderlijke gevallen waarvan de vereffening nog aan den gang is. Einde Juni zullen er in België geen Belgische burgers meer geïnterneerd zijn.

Deze uitslag is merkwaardig wanneer men denkt aan den omvang en de veelvuldige vormen van het verraad tijdens den oorlog, aan de reusachtige taak die rustte op de krijgsgerechten, aan de gerechtvaardigde ontroering van de openbare meening en aan de oorzaken van storing die voortvloeien uit het bestaan zoowel in België als in het buitenland van niet te versmaden overblijfselen der vroegere fascistische of collaborationistische bewegingen en van min of meer georganiseerde netten tot steun dezer bewegingen.

Het is merkwaardig dat, één jaar nadat de oorlog een einde heeft genomen, de grondwettelijke waarborgen van de individuele vrijheid in het algemeen konden hersteld worden in België.

Deze uitslag strekt tot eer van de wijsheid der bevolking van het land en van het democratisch regime dat zij steunt.

Men weet dat gedurende het jaar 1945 de overbevolking der strafinstellingen en interneringscentra in talrijke gevallen heeft aanleiding gegeven voor de gedetineerden en de geïnterneerden tot ontoereikende voorwaarden van huisvesting, hygiëne en voeding.

Deze betreurenswaardige voorwaarden kunnen evenwel aan niemand worden ten laste gelegd, gezien de belangrijkheid van het vraagstuk dat het strafbestuur had op te lossen zonder zich daarop te hebben kunnen voorbereiden.

Het schijnt niet dat de stoffelijke voorwaarden van de gedetineerden op dit oogenblik ernstige kritiek kunnen wettigen.

En men moet zich er over verheugen dat de verlichting, wegens de vermindering der bevolking van de strafinrichtingen, van den last die op het bestuur dezer instellingen drukt, aan hetzelfde zal toelaten het vraagstuk der heropvoeding van de gedetineerden in ruimen zin op te lossen.

Het geldt een kwestie van het hoogste belang en het bestuur heeft niet nagelaten zich daarover bezorgd te maken. Sedert maanden zet een studie bureau het onderzoek daarvan voort.

Reeds is het bestuur den weg der verwezenlijkingen opgegaan.

Reeds sedert enkelen tijd gaat het over tot de klasseering der gedetineerden en tot het opmaken van statistieken.

Wat deze laatste betreft, is het stellig nuttig dat de Senaat worde voorgelicht aangaande enkele aspecten van de misdrijven tegen de veiligheid van den Staat.

Op 15 April 1946 waren er in de Belgische strafinstellingen 32.991 betichten en veroordeelden, onderverdeeld als volgt :

1. **Mannen** : algemeen totaal : 30.159.
Dragen van wapens tegen België en zijn bondgenooten (artikel 113 en 117 van het Strafwetboek) : 21.876 of 72,55 %.
Economische collaboratie (art. 115 van het Strafwetboek) : 799 of 2,65 %.
Verklikking (art. 121bis van het Strafwetboek) : 2.205 of 7,31 %.
Politieke collaboratie (art. 118bis van het Strafwetboek) : 5.276 of 17,49 %.
2. **Vrouwen** : algemeen totaal : 2.832.
Wapendracht tegen België en zijn bondgenooten : 229 of 8,9 %.
Economische collaboratie : 94 of 3,32 %.
Verklikking : 1.521 of 53,71 %.
Politieke collaboratie : 988 of 34,88 %.

Wat betreft de klasseering der gedetineerden, heeft een lid der Commissie den wensch uitgedrukt dat in de gevangenissen onderscheid zou worden gemaakt tusschen leiders en volgers, met inachtneming van de psychologie van den delinquent veel meer dan met den aard van de overtreding en den ernst van de straf. De Commissie maakt dezen wensch tot den haren.

Het is klaar dat een der bijzonderste factoren van de heropvoeding van de gedetineerden bestaat in de tewerkstelling.

Deze tewerkstelling is een billijke maatregel van herstel : het is rechtvaardig dat de delinquenten, die hebben bijgedragen tot de vernietiging van 's lands patrimonium, thans bijdragen tot het herstel dat dit patrimonium.

En deze bijdrage is een der voorwaarden van hun heropbeuring. Hun bewuste en voorgelichte deelneming en de noeste inspanning van hun landgenooten is misschien de eenige maatregel die in staat is om bij hen een gezond begrip van de nationale gemeenschap opnieuw in het leven te roepen. Door ze te doen baden in een atmosfeer van nationale solidariteit, van toewijding aan de collectieve belangen van de bevolking zal er meer kunnen bereikt worden dan door theoretische uiteenzettingen en bewijsvoeringen.

Op 30 Maart 1946 waren 10.959 gedetineerden aan het werk gesteld, op 30 April, 13.104, waarvan 11.995 mannen en 1.109 vrouwen, en in de volgende voorwaarden :

A. — Nijverheidswerken : 6.591 mannen en 663 vrouwen.

a) Werken uitgevoerd binnen de omheining der strafinstelling :

1) werkplaatsen ingericht en geëxploiteerd door het departement (schoenmakerij, naaiwerk, onderhoud van het electrisch en mechanisch materieel, smidse, drukkerij, schrijnwerkerij, matten, boekbinderij, klompenmakerij, weverij, mandenmakerij): 508 gedetineerden (tegen 511 op 30 Maart).

2) Andere werken (voor rekening van private ondernemers) : 3.297 gedetineerden (tegen 2.823 op 30 Maart).

b) Werken uitgevoerd buiten de omheining der strafinrichtingen : 3.449 gedetineerden (tegen 2.404 op 30 Maart).

Vellen van boomen (20); opruiming (161); aardewerken (717); opruimen van de duinen (390); fabriek (49 vrouwen); steenkoolmijnen (1916); steenbakkerijen (47); triplex (34); bouwnijverheid (51); herbebossching (29).

B. — Huisarbeid : 4.239 mannen en 439 vrouwen.

C. — Onderhoudswerken aan de gebouwen : 838 mannen en 7 vrouwen.

D. — Landbouwwerken : 527 mannen.

Sommige leden der Commissie hebben doen opmerken dat, in den huidige stand van de wetgeving, de arbeid niet verplicht kan worden opgelegd aan de veroordeelden tot opsluiting.

De Commissie is van meening dat het niet past dat verkeerde overtuigingen zouden worden te weeg gebracht bij de gedetineerden in verband met den automatischen invloed dien hun tewerkstelling zou hebben op de toepassing op hun geval van de wet op de voorwaardelijke invrijheidsstelling. Zij is van oordeel dat de hoedanigheid van het gedrag der veroordeelden bij den arbeid noodzakelijk een belangrijk gegeven van beoordeeling ter zake zal uitmaken.

Een ander stap op den weg der verwezenlijkingen inzake heropvoeding werd gedaan door de oprichting van den « Dienst der veroordeelden wegens misdrijf tegen de veiligheid van den Staat » die de werking van bijzondere subcommissiën, welke staan te worden opgericht in den schoot der bestuurscommissiën van de gevangenen en wier bevoegdheid zich uitbreidt tot de maatregelen van heropvoeding, tot de voorwaardelijke vrijstelling en tot de genademaatregelen, zal samenschakelen.

Op gebied der genadeverleening valt er op te merken dat er, op 21 Mei, 187 genadeverzoeken door terdoodveroordeelden waren ingediend en nog in onderzoek zijn. Dit cijfer is zeer hoog. Het is te wenschen dat het onderzoek der genadeverzoeken zou worden bespoedigd en dat een zoo groot aantal definitieve terdoodveroordeelden niet gedurende langen tijd in

de onzekerheid zouden blijven omtrent hun lot. De Commissie drukt nog den wensch uit dat de definitieve beslissingen van verwerping der genadeverzoeken vanwege terdoodveroordeelden hen zouden worden beteekend onmiddellijk vóór de terechtstelling.

Ten slotte ware het wenschelijk dat het gebruik zou worden ingevoerd in België, zooals het bestaat in Frankrijk, dat in geval van terdoodveroordeeling er geen definitieve uitspraak over de genadeverzoeken zou worden gedaan, zonder dat de advocaat van den veroordeelde, indien hij zulks vraagt, werd ontvangen door het hoofd van den Staat of door zijn afgevaardigde.

Een opmerking is eveneens geboden wat betreft de voorwaardelijke invrijheidstellingen.

De Commissie drukt de meening uit dat er geen reden bestaat om in deze gevallen de wet niet toe te passen. Deze meening wordt haar ingegeven niet door een gevoel van goedgunstigheid ten opzichte van de delinquenten dezer categorie, maar door de overweging van het belang dat de wet Lejeune biedt in opzicht van de beterschap der delinquenten. Sommige leden der Commissie hebben evenwel de meening uitgedrukt dat de toepassing der maatregelen van heropvoeding en inobservatiestelling der incivieken nog van te jongen datum en al te onvolmaakt is opdat de vaststelling van hun beterschap kunne geschieden in voldoende zekere voorwaarden. Het schijnt hun derhalve dat de voorwaardelijke invrijheidstellingen op dit oogenblik slechts afzonderlijk op deze categorie veroordeelden met de grootste omzichtigheid moet worden toegepast.

Op het gebied van de voorloopige invrijheidstellingen schijnt een ruime behandeling en een bespoediging van de administratieve formaliteiten geboden te zijn voor alle kleine delinquenten, wier tekortkomingen verband houden met de bijzondere economische omstandigheden ingevolge den oorlog en de bevrijding.

In dit verband denkt de Commissie, hoewel de zaak meer bijzonder behoort onder het Ministerie van Financiën, te moeten wijzen op een naar haar oordeel te ver gaande beslissing van den Minister van Financiën, die strekt tot automatische verwerping van alle verzoeken om genade inzake veroordeelingen wegens zekere overtredingen, die na 13 Maart 1945 gepleegd werden.

Alleen buitengewoon ernstige omstandigheden van algemeen belang zouden in aanmerking mogen komen om geen acht meer te slaan op een in overeenstemming met de traditioneele beginselen ingesteld verzoek om genade en op het begrip van de individualisatie van de straf, waarop het berust, en dat ten grondslag ligt aan ons strafrecht.

Een bijzonder pijnlijk aspect van het gevangenenprobleem was, dat zich in eenige gevangenissen en interneeringskampen, samen met incivieke gevangenen, ook patriotten bevonden, die actief aan den Weerstand hadden deelgenomen en die aan gerechtelijke onderzoeken waren onderworpen naar aanleiding van handelingen, die zij bij operaties van den Weerstand gepleegd hadden.

Al is deze soort van misbruiken zeldzaam geworden, toch zijn er nog gevallen, waarin, zonder dwingende reden, personen werden aangehouden, die behoord hebben tot organisaties van gewapenden weerstand. Het gold hier in het bijzonder personen, die na aanhouding en onder den druk van folteringën zouden gesproken hebben bij de ondervragingen door de Gestapo.

Wel is aanhouding in zulke gevallen geboden wanneer een voorafgaand onderzoek heeft uitgewezen, dat de beschuldigde tot een verklikker geworden is, maar toch schijnt het, dat het verleden van dergelijke beschuldigten te hunnen opzichte een gunstig vermoeden moet doen rijzen en dat bij den aanvang van de ingestelde onderzoeken, in zulke gevallen, zoo

weinig mogelijk gebruik moet gemaakt worden van de voorloopige hechtenis.

Sommige leden hebben er hun leedwezen over geuit, dat het aantal uit kampen en gevangenissen ontsnapte incivieken — naar hun oordeel — zoo hoog is en dat, ten andere, thans in vele zaken, die voor het gerecht komen, wordt vastgesteld, dat beschuldigten, die zich zwaar gecompromiteerd hebben, na in handen van het gerecht te zijn geweest, in vrijheid gelaten werden en nu voortvluchtig zijn.

Het bestuur heeft niet verzuimd zich bezorgd te maken over het lot van de gezinnen der gedetineerden. Tot dusver werd evenwel slechts weinig tot stand gebracht op dat gebied.

De sociale dienst van de gevangenissen, die belast is met de zorg voor de gezinnen der gedetineerden, staat voor een taak die zijn krachten te boven gaan. Het personeel er van moet uitgebreid worden.

Vrouwen en kinderen van gedetineerden zijn in ellende gedompeld. Zij geraken ook onder invloeden, waaraan zij liefst zouden onttrokken worden. Sommigen onder hen, die zouden kunnen werken, wat zeker een heilzaam middel is voor hun wederopneming in de nationale gemeenschap, komen daar niet toe, omdat zij de onmisbare bewijzen van burgertrouw niet kunnen overleggen. Dit leidt er dan dikwijls toe, dat zij zich aan een onregelmatige bedrijvigheid gaan overleveren. Dat probleem moet in de eerste plaats de aandacht van de openbare machten hebben.

Het probleem van de bestraffing van het verraad zal ook in het jaar 1946 in het brandpunt van de gerechtelijke werking blijven staan.

Er werd vastgesteld dat de tekst van artikel 115 van het Strafwetboek andermaal zou gewijzigd worden. De Commissie is niet te vinden voor dergelijke wijziging. Zij is van meening dat het aangewezen is vertrouwen te stellen in de rechtsprekende rechtscolleges, wat betreft de toepassing van dit artikel.

De respectieve tabellen van de buitenvervolginstellingen en van de verwijzingen voor de krijgsraden, voorgekomen in zake economische collaboratie sedert Juli 1945, luiden als volgt :

		Buitenvervol- ginstellingen	Verwijzingen
Juli	1945	2220	32
Augustus	1945	3610	66
September	1945	4450	36
October	1945	5418	66
November	1945	5408	59
December	1945	4732	56
Januari	1946	7057	50
Februari	1946	7047	46

Men kan niet beweren dat deze cijfers een overdreven strekking naar beteugeling te kennen geven, noch dat zij zouden moeten doen gelooven dat de beteugeling zoodanig uitgebreid zou zijn dat zij de economische wederopleving van het land zou kunnen in gevaar brengen.

Sommige leden hebben evenwel de meening uitgedrukt dat « de criteria ingeschreven in de besluitwet van 25 Mei 1945 (artikel Strafwetboek 115, § 2, 3^o) slechts de meest gewone methoden van bewijzlevering zijn, om in den persoon der beklaagden de schuldige toegevendheid aan te toonen die voor de toepassing der strafwet gevergd wordt.

Deze criteria zouden evenwel niet een vermoeden juris et de jure ten laste van de belanghebbenden moeten uitmaken ».

De tegenstanders van de beteugeling der economische collaboratie maken gebruik van onderrichtingen of raad die door den h. Pierlot en de leden van de Regeering van Londen zouden gegeven zijn. Volledige ophelderingen zouden aan het land moeten verstrekt worden aangaande deze voorgewende onderrichtingen of raadgevingen, zonder dat evenwel in dezen gedachtengang een reden zou kunnen bestaan om de grondslagen van de beteugeling te wijzigen zooals zij tot dusver zijn opgevat.

Een lid van de Commissie betreurt dat in een zelfde beteugeling de beheerders van handelsvennootschappen en de vennootschappen zelf worden verward, zonder inachtneming van de schade der belangen van de aandeelhouders die te goeder trouw zijn. Het komt dit lid van de Commissie voor dat de verantwoordelijkheid der vennootschappen niet noodzakelijk als bindend zou moeten beschouwd worden.

De Commissie is de meening toegedaan dat de artikelen 123ter en 123decies van het Strafwetboek zouden moeten herzien worden.

Over het geheel beschouwd, verwekt de repressie voor verraad in het land den indruk van een betrekkelijk grootere gestrengheid ten opzichte van de kleine delinquenten dan ten aanzien van de groote collaborateurs.

De Commissie wenscht dat de Minister van Justitie daaromtrent de ophelderingen geve die de openbare meening verwacht.

De Commissie meent ook dat de repressie van het incivisme in de kantons Eupen en Malmédy rekening moet houden met den historischen en politieken toestand dezer gewesten. Zij noteert met voldoening dat de Regeering het reeds begrepen heeft, wanneer zij onlangs gespecialiseerde krijgsraden heeft gevormd den eene te Eupen, den andere te Malmédy.

Van verschillende zijden werd voorgesteld de bevoegdheid over de inbreuken tegen de buitenlandsche veiligheid van den Staat opnieuw aan de gewone rechtsmachten over te dragen. Het werk der militaire rechtscolleges is te ver gevorderd opdat er op het huidig oogenblik van dergelijke hervorming zou kunnen sprake zijn: deze zou tot gevolg hebben de uitspraak van de nog hangende zaken op te hoopen en aanzienlijk te vertragen.

Voldoening schijnt nochtans gegeven te moeten worden aan sommige klachten die tot uiting komen inzake moeilijkheden die de verdediging soms voor de militaire rechtscolleges ontmoet. Het komt nog voor dat de termijn voor mededeeling der dossiers aan de verdediging ontoereikend is. Anderdeels is de vóór eenige militaire rechtbanken voorgeschreven verplichting, van de voorafgaande mededeeling der besluiten aan den voorzitter, in sommige gevallen, in strijd met de wet en kan niet opgelegd worden.

Ten slotte, wanneer contrôle op de geschriften van de gedetineerden of aan hen gericht noodig is, dan moet deze contrôle overgebracht worden met de eerbiediging der rechten van de verdediging. Het onderzoek der stukken bestemd voor de verdediging moet namelijk slechts geschieden door bemiddeling van de stekhouders.

Het is soms gebleken dat er bij de militaire leden van de krijgsraden militairen zetelen wier aanwezigheid van dusdanigen aard kon zijn het gezag der uitspraken van deze raden te schaden. Het ware aangewezen er over te waken, dat de lijsten waarop de militaire leden der krijgsraden uitgeloot worden, geenerlei naam zouden bevatten van personen die, op gebied van burgerdeugd, het voorwerp geweest zijn van ernstige kritiek of die nauw verwant zijn met de personen tegen wie vervolging is ingespannen, zelfs indien de grond der kritiek of der beschuldiging twijfelachtig is.

weinig mogelijk gebruik moet gemaakt worden van de voorloopige hechtenis.

Sommige leden hebben er hun leedwezen over geuit, dat het aantal uit kampen en gevangenissen ontsnapte incivieken — naar hun oordeel — zoo hoog is en dat, ten andere, thans in vele zaken, die voor het gerecht komen, wordt vastgesteld, dat beschuldigden, die zich zwaar gecompromiteerd hebben, na in handen van het gerecht te zijn geweest, in vrijheid gelaten werden en nu voortvluchtig zijn.

Het bestuur heeft niet verzuimd zich bezorgd te maken over het lot van de gezinnen der gedetineerden. Tot dusver werd evenwel slechts weinig tot stand gebracht op dat gebied.

De sociale dienst van de gevangenissen, die belast is met de zorg voor de gezinnen der gedetineerden, staat voor een taak die zijn krachten te boven gaan. Het personeel er van moet uitgebreid worden.

Vrouwen en kinderen van gedetineerden zijn in ellende gedompeld. Zij geraken ook onder invloeden, waaraan zij liefst zouden onttrokken worden. Sommigen onder hen, die zouden kunnen werken, wat zeker een heilzaam middel is voor hun wederopnemng in de nationale gemeenschap, komen daar niet toe, omdat zij de onmisbare bewijzen van burgertrouw niet kunnen overleggen. Dit leidt er dan dikwijls toe, dat zij zich aan een onregelmatige bedrijvigheid gaan overleveren. Dat probleem moet in de eerste plaats de aandacht van de openbare machten hebben.

Het probleem van de bestraffing van het verraad zal ook in het jaar 1946 in het brandpunt van de gerechtelijke werking blijven staan.

Er werd vastgesteld dat de tekst van artikel 115 van het Strafwetboek andermaal zou gewijzigd worden. De Commissie is niet te vinden voor dergelijke wijziging. Zij is van meening dat het aangewezen is vertrouwen te stellen in de rechtsprekende rechtscolleges, wat betreft de toepassing van dit artikel.

De respectieve tabellen van de buitenvervolginstellingen en van de verwijzingen voor de krijgsraden, voorgekomen in zake economische collaboratie sedert Juli 1945, luiden als volgt :

	Buitenvervol- gingstellingen	Verwijzingen
Juli 1945	2220	32
Augustus 1945	3610	66
September 1945	4450	36
October 1945	5418	66
November 1945	5408	59
December 1945	4732	56
Januari 1946	7057	50
Februari 1946	7047	46

Men kan niet beweren dat deze cijfers een overdreven strekking naar beteugeling te kennen geven, noch dat zij zouden moeten doen gelooven dat de beteugeling zoodanig uitgebreid zou zijn dat zij de economische wederopleving van het land zou kunnen in gevaar brengen.

Sommige leden hebben evenwel de meening uitgedrukt dat « de criteria ingeschreven in de besluitwet van 25 Mei 1945 (artikel Strafwetboek 115, § 2, 3^o) slechts de meest gewone methoden van bewijislevering zijn, om in den persoon der beklaagden de schuldige toegevendheid aan te toonen die voor de toepassing der strafwet gevergd wordt.

Deze criteria zouden evenwel niet een vermoeden juris et de jure ten laste van de belanghebbenden moeten uitmaken ».

Het is onmogelijk over het vraagstuk van de repressie te handelen zonder een woord te zeggen over de malaise die voortvloeit uit de hardnekkigheid waarmee Spanje de uitlevering van den misdadiger Degrelle blijft weigeren. Het is te wenschen dat de Regeering thans concrete maatregelen zou treffen om deze uitlevering te bekomen.

De Commissie uit eveneens den wensch dat het vraagstuk van het beslechten der oorlogsmisdaden die België speciaal aanbelangen, zonder verder verwijl zou opgelost worden.

De Commissie vestigt de aandacht op den ongezonder toestand die heerscht inzake huurovereenkomsten, daar de wettelijke beperkingen der huurprijzen alleen nageleefd worden in de gevallen van huurverlenging. Verbetering van dien toestand is dringend noodig.

Zij brengt ook in herinnering dat het hoogst geboden is het wetsontwerp van 4 December 1925 betreffende uitstel van betaling en tot wijziging der wet van 15 Augustus 1854 te doen aannemen, en inmiddels den overgangstoestand te regelen.

Voor talrijke gewone rechtscolleges ligt er een aanzienlijke achterstal. De vertraging waarmee bij voorbeeld de burgerlijke rechtbank van Brussel, betreffende beroep in huurzaken en betreffende echtscheiding, beslecht, verwekt schandaal en is een bron van merkelijke schadeberokkening.

Deze vertraging vindt zeker en vast een uitleg in het feit dat tal van rechtbanken — en zulks is het geval voor de rechtbank van Brussel — van een aanzienlijk aantal hunner magistraten beroofd werden. Er zouden maatregelen dienen getroffen om een einde te stellen aan bedoelde opeenhooping van werk en om de gewone rechtscolleges weldra hun normaal uitzicht terug te geven.

Het schijnt eveneens dat er schikkingen zouden dienen getroffen om, op het gebied van de materiele inrichting van de gerechtelijke bedrijvigheid, speciaal van die der griffiën, vastberaden den weg van een zeer ver gedreven technische modernisatie op te gaan.

Kritieken worden in dit land uitgebracht over het bestuur der vreemdelingenpolitie.

Men verwijt aan dit bestuur de traagheid waarmee het de gevallen oplost die er aan worden voorgelegd.

Er wordt aan den anderen kant beweerd dat het voortgaat met zich te laten leiden door reactionnaire overwegingen, welke schijnen hun tijd gehad te hebben. Het feit van tot een verzetsbeweging te behooren, de hoedanigheid van politiek uitgewekene uit fascistische of gewezen fascistische Staten, de hoedanigheid van oudstrijder van Spanje zouden, in deze administratie, nog niet erkend zijn als een doorslaggevende aanbeveling.

De Commissie meent eveneens den algemeenen wensch te mogen uiten dat er, voor al wat betreft de benoemingen of de aanwijzingen van welken aard ook welke van de openbare macht afhangen, een voorkeurrecht, bij gelijke beroepsbekwaamheid, zou toegekend worden aan de leden van het verzet en de politieke gevangenen en aan allen die, wegens hun verknochtheid aan het vaderland, op een bijzondere wijze onder den oorlog geleden hebben.

Uit het gedetailleerd onderzoek van de begroting voor 1946 blijkt eens te meer de ontoereikendheid van de bezoldigen en wedden van de magistratuur en van het personeel, en speciaal die van het lager personeel, zoomede de overdreven getalsterkte van het tijdelijk personeel.

(8)

Zekere leden van de Commissie hebben den wensch naar voren gebracht dat de Regeering het vraagstuk van de democratisering van het gerecht zou ter hand nemen. Dit probleem is, volgens hen, ingewikkeld en raakt inzonderheid het gebied van het openbaar onderwijs, van de beroepsopleiding en van de werving. Het gaat evenwel, naar hun meening, om een centraal probleem, waarvoor het noodzakelijk is een oplossing te zoeken. Zij gelooven dat het past dat de bevolking van dit land zou inzien, meer dan zulks thans het geval is, dat het gerecht van dit land haar gerecht is, dat het recht gesproken wordt voor haar en in diepe overeenstemming van zienswijze met haar; zij denken, zonder dat in deze beoordeeling kritiek tegenover de leden van onze gerechtelijke instelling besloten is, dat men verplicht is te constateeren dat het gerecht in België niet volksch is, en dat het volksch moet worden.

De Commissie heeft met 8 tegen 10 stemmen besloten het begrootingsontwerp niet aan te nemen.

Zij heeft dit verslag aangenomen met 8 tegen 2 stemmen en 8 onthoudingen.

De Verslaggever,
J. FONTEYNE

De Voorzitter,
H. ROLIN
